

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES**

F. 95 — 2272

[Mac — 29469]

18 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et des organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs

Le Gouvernement de la Communauté française.

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu le décret du conseil culturel de la Communauté française du 8 avril 1976 fixant les conditions d'octroi des subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs;

Vu le décret du conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 relatif à la liquidation régulière des subsides et subventions directs et indirects;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Éducation populaire, donné le 8 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil d'État, donné le 5 avril 1995;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995;

Sur proposition du Ministre ayant la Culture dans ses attributions.

Arrête :

CHAPITRE Ier — Définitions**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, on entend par

- le décret : le décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs;
- le Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
- le Ministre : le Ministre de la Communauté française qui a l'éducation permanente des adultes et la promotion socio-culturelle des travailleurs dans ses attributions;
- l'Administration : l'Administration de la Jeunesse et de l'Éducation permanente de la Direction générale de la Culture et de la Communication du Ministère de la Culture et des Affaires sociales;
- l'Inspection : l'Inspection générale de la Direction générale de la Culture et de la Communication du Ministère de la Culture et des Affaires sociales;
- le Conseil : le Conseil supérieur de l'Éducation populaire;
- l'organisation : toute organisation d'éducation permanente des adultes ou de promotion socio-culturelle des travailleurs reconnue en vertu du décret du 8 avril 1976

CHAPITRE II. — Conditions de reconnaissance et de retrait

Art. 2. § 1er. Pour obtenir la reconnaissance comme organisation en catégorie générale, ou régionale dépendante ou indépendante, ou locale indépendante, l'association doit concevoir et mener son action dans le respect des libertés garanties par la Constitution, par la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et les autres conventions internationales directement applicables dans l'ordre juridique interne.

L'association introduit, auprès de l'Administration, un dossier comprenant :

- ses statuts d'association sans but lucratif ou, s'il s'agit d'une association de fait, son règlement d'ordre intérieur;
- la composition de ses organes dirigeants;
- l'adresse de son siège social, le numéro du raccordement téléphonique et le numéro du compte ouvert, à son nom, auprès d'un organisme financier, ainsi qu'un exemplaire annulé d'un bulletin de versement ou virement identique à ce compte;
- une note présentant son objet social, décrivant, d'une part, le public visé, sa participation réelle à l'action visée et, d'autre part, la façon dont elle estime répondre, par ses statuts, ses objectifs et ses activités, au prescrit de l'article 2 et, le cas échéant, de l'article 10 du décret;
- un rapport justifiant la réalisation d'une action régulière répartie, au moins, sur les douze mois précédant l'introduction de la demande et correspondant aux exigences de l'article 2 et, le cas échéant, de l'article 10 du décret;
- un programme décrivant les actions prévues au cours de l'année qui suit l'introduction de la demande de reconnaissance;
- un compte de résultat, un bilan financier et un budget pour l'année en cours, approuvés par ses organes compétents

§ 2. En cas de demande de reconnaissance comme mouvement ou groupement spécialisé, l'association qui demande la reconnaissance comme :

a) organisation générale doit, en outre, fournir une note attestant sa vocation à déployer ses activités aux zones territoriales de l'article 4, § 2, du décret, l'existence et le fonctionnement régulier d'au moins trois sections régionales dépendantes organisées, chacune située dans une entité administrative différente, parmi les suivantes : provinces du Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur et Région de Bruxelles-Capitale. Si, toutefois, en égard à des contingences d'infrastructures, une association concentre ses services dans moins de trois des entités administratives subventionnées, la reconnaissance est possible à condition :

soit que les participants aux services proviennent d'organisations, d'associations ou de groupements situés, au moins, dans les trois des entités administratives susmentionnées;

soit que les participants aux services proviennent d'au moins trois des entités administratives susmentionnées;

b) organisation régionale doit fournir une note décrivant l'existence et l'activité d'au moins cinq sections locales dépendantes.

§ 3. En cas de demande de reconnaissance en tant que service, l'association qui demande la reconnaissance comme :

a) organisation générale doit, en outre, fournir une note attestant sa vocation à déployer ses activités aux zones territoriales de l'article 4, § 2, du décret, mentionnant les organisations, associations, groupements et personnes auxquels elle rend ses services et les actions développées, de manière régulière, dans au moins trois des entités administratives suivantes : provinces du Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur et la Région de Bruxelles-Capitale;

b) organisation régionale dépendante ou indépendante doit fournir une note mentionnant les organisations, associations, groupements et personnes auxquels elle rend ses services et les actions développées de manière régulière dans au moins cinq communes de la même province. Si toutefois, en égard à des contingences d'infrastructures, des associations concentrent leurs services dans moins de cinq communes de la même province, la reconnaissance est possible à condition :

— soit que les participants aux services proviennent d'organisations, d'associations ou de groupements actifs dans au moins cinq communes de la même entité administrative;

— soit que les participants aux services proviennent d'au moins cinq communes de la même entité administrative.

§ 4. En cas de demande de reconnaissance comme organisme de coordination, l'association qui demande la reconnaissance comme :

a) organisation générale doit fournir une note attestant sa vocation à déployer ses activités aux zones territoriales de l'article 4, § 2, du décret, attestant qu'elle coordonne au moins cinq organisations générales, ainsi qu'une note mentionnant les actions développées et les services procurés de manière régulière dans au moins trois des entités administratives suivantes : provinces du Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur et Région de Bruxelles-Capitale.

b) organisation régionale dépendante ou indépendante doit fournir une note montrant qu'elle coordonne au moins cinq régions dépendantes ou indépendantes, ainsi qu'une note mentionnant les actions développées et les services rendus de manière régulière, dans au moins cinq communes.

Art. 3. Lorsqu'un dossier, répondant aux exigences de l'article 2, a été remis à l'Administration, celle-ci notifie à l'association la date de prise en considération du dossier et les nom et adresse de l'Inspecteur chargé de remettre un rapport.

A dater de cette notification et jusqu'à la prise de décision par le Ministre l'association est tenue d'informer l'Inspecteur de la date et du lieu de ses activités et de lui fournir tous les documents ou publications adressés aux membres ou au public en général.

Art. 4. § 1er. Le dossier, accompagné du rapport de l'Inspecteur, est soumis au Conseil qui doit donner, dans les trois mois de la réception du dossier, un avis au Ministre.

Passé ce délai, l'avis est réputé conforme aux conclusions du rapport de l'Inspecteur.

Avant de formuler son avis, le Conseil peut entendre l'association concernée ou l'inviter à faire valoir ses remarques dans le délai qu'il détermine.

§ 2. Sauf dérogation accordée par le Ministre, sur avis du Conseil, la décision de reconnaissance prend effet au 1er juillet qui suit la date de prise en considération du dossier.

Art. 5. § 1er. Pour conserver sa reconnaissance et bénéficier des subventions annuelles ordinaires prévues au chapitre 1er du décret, l'organisation doit déposer annuellement, auprès de l'Inspection, un dossier de fonctionnement et d'activités. Le dépôt doit se faire dans les quatre mois qui suivent la fin de l'exercice auquel se rapporte le dossier. Après avis du Conseil et sur proposition de l'Administration, le Ministre précise les différents éléments que doit comporter le dossier et, à défaut de ce faire dans un délai d'un mois à compter de la réception de cet avis, le Ministre sera censé avoir précisé ces éléments conformément à la proposition de l'Administration.

§ 2. L'organisation est tenue d'accepter toute visite de l'Inspection, y compris la vérification comptable.

§ 3. L'organisation doit adresser, à l'Inspecteur, les informations relatives à ses activités, préalablement à leur déroulement, ainsi que les publications, périodiques, études, recherches, convocations, invitations et autres éléments relevant de ces activités.

§ 4. Lorsque le dossier est déposé entre le 1er novembre et le 31 décembre de l'année suivant l'exercice concerné par ce dossier, la liquidation de la subvention afférente aux activités visées par ce dossier pourra intervenir au terme d'un délai supplémentaire de douze mois.

Le dépôt du dossier, après le 31 décembre de l'année qui suit l'exercice concerné par ce dossier, ou l'absence de dépôt entraîne la perte du droit aux subventions pour l'exercice de référence et, par conséquent, l'obligation de rembourser les subventions indûment perçues.

Art. 6. L'organisation qui souhaite un changement de la catégorie dans laquelle elle est classée introduit un dossier justificatif.

La procédure administrative qui suit ce dépôt est identique à celle prévue pour la reconnaissance.

Art. 7. § 1er. Le retrait de la reconnaissance est prononcé par le Ministre moyennant le respect des formalités suivantes :

a) un rapport d'inspection proposant le retrait sur base du constat qu'une ou plusieurs des conditions de reconnaissance n'ont pas été remplies pendant une période de plus de trois mois;

b) la notification, par le Ministre et préalablement au dépôt du dossier au Conseil, à l'organisation concernée, de cette proposition de retrait;

c) l'audition de l'organisation par le Conseil ou, si elle en exprime le souhait, le dépôt d'un mémoire, dans un délai de trente jours à dater de la notification de la proposition de retrait;

d) la remise de l'avis du Conseil au Ministre.

Sauf dérogation accordée par le Ministre, sur proposition du Conseil, la décision de retrait prend effet au 1er juillet qui suit le rapport d'inspection.

§ 2. Une association qui a fait l'objet d'une décision de retrait de reconnaissance peut déposer une nouvelle demande de reconnaissance, au plus tôt un an après, la date de cette décision, en suivant la procédure complète telle que décrite aux articles 2 à 4.

§ 3. La procédure de changement de catégorie initiée par l'Inspection, est identique à celle de retrait de la reconnaissance.

CHAPITRE III. -- Subventions annuelles ordinaires, allouées aux organisations générales et régionales

Section 1re. -- Subvention forfaitaire de fonctionnement

Art. 8. Conformément à l'article 57 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'État, la subvention forfaitaire de fonctionnement prévue à l'article 6, § 2, du décret peut être récupérée à concurrence de la somme excédant le montant des dépenses réelles de l'organisation, déduction faite de la subvention constituant l'intervention dans les dépenses d'activités de l'organisation concernée.

Art. 9. La liquidation de la subvention forfaitaire de fonctionnement s'effectue en un seul versement au cours du premier semestre de l'exercice pris en considération.

Section 2. -- Intervention dans les dépenses de personnel

Art. 10. Pour l'application des articles 6, § 3, et 13 du décret :

1. Le barème de référence, appliqué pour le calcul de la subvention constituant l'intervention dans les dépenses de personnel d'animation et de direction, est constitué par :

a) le montant brut de la rémunération accordée à un professeur agrégé de cours généraux, nommé à titre définitif dans l'enseignement secondaire inférieur de la Communauté française, avec trois années d'ancienneté;

b) le montant correspondant des cotisations à verser, par l'employeur du secteur privé, en application de la loi sur la sécurité sociale des travailleurs;

c) le montant brut du pécule de vacances, correspondant à la rémunération prévue, et accordé à l'employé sous contrat d'emploi.

Ce barème de référence est ajusté, au 1er janvier de chaque année, en fonction de la programmation sociale et de l'indexation appliquée à la rémunération des enseignants de ce niveau.

2. Le barème de référence, appliqué pour le calcul de la subvention constituant l'intervention dans les dépenses de personnel administratif, est constitué par :

a) le montant brut de la rémunération accordée à un rédacteur nommé à titre définitif au sein des Services de la Communauté française (20/1) et ce, sans ancienneté;

b) le montant correspondant des cotisations à verser, par l'employeur du secteur privé, en application de la loi sur la sécurité sociale des travailleurs;

c) le montant brut du pécule de vacances, correspondant à la rémunération prévue, et accordé à l'employé sous contrat d'emploi.

Ce barème de référence est ajusté, au 1er janvier de chaque année, en fonction de la programmation sociale et de l'indexation appliquée à la rémunération des rédacteurs de ce niveau.

Art. 11. § 1er. Le nombre de membres du personnel ayant des fonctions de direction ou des fonctions éducatives pouvant faire l'objet de la subvention prévue aux articles 13 et 14 du décret est fixé aux maxima suivants :

1. pour les organisations générales de promotion socio-culturelle des travailleurs ainsi que pour leurs régionales dépendantes de promotion socio-culturelle des travailleurs : quatre membres, plus trois membres par régionale affiliée et reconnue, les deux premiers de ces trois membres étant affectés au sein de la régionale prise en considération;

2. pour les organisations régionales indépendantes de promotion socio-culturelle des travailleurs : trois membres.

§ 2. Le nombre de membres du personnel administratif pouvant faire l'objet de la subvention prévue aux articles 13 et 14 du décret est fixé aux maxima suivants :

1. pour les organisations générales de promotion socio-culturelle des travailleurs ainsi que pour leurs régionales dépendantes de promotion socio-culturelle des travailleurs : deux membres, plus un et demi par régionale affiliée et reconnue, le premier de ces membres étant affecté à une fonction au sein de la régionale prise en considération;

2. pour les organisations régionales indépendantes de promotion socio-culturelle des travailleurs : un membre et demi.

En aucun cas, le nombre de membres du personnel administratif subventionné pris en considération ne peut dépasser, pour une organisation générale et ses organisations régionales dépendantes ou pour une organisation régionale indépendante, la moitié du nombre de membres exerçant des fonctions de direction ou d'animation pris en considération.

§ 3. En fonction des paragraphes 1er et 2, chaque organisation présente annuellement une liste du personnel subventionné, en fournissant la répartition selon les catégories de personnel prévues aux articles 6 et 13 du décret.

Art. 12. Le montant de la subvention versée à l'organisation comme intervention dans les dépenses de personnel visé aux articles 6, 13 et 14 du décret est, par personne, au moins de 75 % pour les postes d'animateurs équivalents temps plein et de 100 % pour les postes administratifs équivalents temps plein, des barèmes de référence cités à l'article 10, à concurrence d'un plafond de subvention fixé par le Ministre, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, avant le début de l'exercice concerné.

Art. 13. Sauf en situation de crédits provisoires, la liquidation des subventions intervenant dans les dépenses de personnel est effectuée en deux tranches.

Une première tranche provisionnelle de 80 % de la subvention est mise en liquidation sur base d'un arrêté de subvention élaboré dans le courant du mois de janvier de l'année concernée par l'occupation du personnel subventionné. Une seconde tranche de 20 % de la subvention est mise en liquidation sur base d'un arrêté de subvention élaboré dans le courant du mois de juin de la même année.

Art. 14. Pour le contrôle de la subvention versée à l'organisation comme intervention dans les dépenses de personnel visé aux articles 6, 13 et 14 du décret, l'organisation fournit, par année civile, la preuve des dépenses consenties, en présentant, pour chaque membre du personnel occupé à temps plein ou à temps partiel, le montant global des rémunérations et des charges patronales légales, supportées par l'organisation, et la période de prestation effective dans l'année de référence.

Le montant cumulé des rémunérations, ainsi justifiées pour l'ensemble du personnel visé aux articles 6, 13 et 14 du décret, doit être au moins équivalent à 100 % du montant total des rémunérations et charges correspondant à l'application des barèmes prévus aux postes pris en compte au titre des articles 6, 13 et 14 du décret.

Le Ministre précise, après avis du Conseil et sur proposition de l'Administration, les différents éléments du dossier qui comporte la justification de la subvention et, à défaut de ce faire dans un délai d'un mois à compter de la réception de cet avis, le Ministre sera censé avoir précisé ces éléments conformément à la proposition de l'Administration.

Section 3. — Intervention dans les dépenses d'activités

Art. 15, § 1er. Pour les organisations générales et les organisations régionales dépendantes et indépendantes, sont considérées comme dépenses d'activités admissibles en application de l'article 6, § 4, du décret :

1. les frais de secrétariat :

a) les frais ordinaires d'administration et de comptabilité;

b) les frais des fournitures de secrétariat et de petit matériel de bureau;

2. les frais résultant des actions de promotion ayant pour fonction de faire connaître le programme et les activités de l'organisation et d'assurer, de ce fait, une promotion de l'organisation elle-même;

3. les frais résultant de l'usage des divers médias et, notamment, de la rédaction, l'impression et la diffusion de publications de toute nature (revues, syllabi, brochures, rapports, vidéos, CD-Rom, ...) ayant un lien direct avec l'objet de l'organisation;

4. les frais résultant de la constitution et de l'accroissement d'un centre de documentation par organisation (livres, revues, enregistrements audiovisuels, etc.) en rapport avec ses objectifs et ses activités;

5. les frais supportés à l'occasion des activités éducatives réalisées par l'organisation pour :

a) les honoraires et rémunérations ponctuels accordés à des personnes chargées de fonctions d'animation, de formation, de diffusion, d'expertise et de consultation, en ce compris les frais de déplacement pour des prestations à l'occasion de ces activités, à condition que ces personnes ne soient pas prises en considération dans le calcul de la subvention accordée en application des articles 6, 13 et 14 du décret;

b) les frais résultant de la présentation de manifestations culturelles faisant appel à des artistes et conférenciers, à concurrence des cachets, frais de déplacements et droits d'auteur;

c) la rémunération du personnel d'animation rétribué sur fonds propres de l'organisation, à concurrence des nombres et du plafond prévus aux articles 11 et 12;

d) la location de locaux et de matériel destinés à l'action d'éducation permanente;

e) l'achat de matériaux périssables;

6. les frais de déplacement des responsables de l'organisation, y compris à l'étranger, à concurrence des montants suivants :

— 600 000 francs maximum pour les organisations générales;

— 400 000 francs maximum pour les organisations régionales.

Les frais justifiés par l'utilisation d'un véhicule automobile sont calculés conformément au barème de l'Etat, limité à une voiture de 7 CV;

7. les loyers ou, en cas de propriété, soit le montant du remboursement des annuités du prêt hypothécaire, soit au-delà du remboursement de celui-ci, le précompte immobilier;

8. les frais d'électricité, de chauffage, d'entretien et de réparation des locaux utilisés au titre de siège d'organisation;

9. les frais d'assurances souscrites par l'organisation, à l'exception de ceux relatifs à l'utilisation d'un véhicule automobile;

10. les frais d'amortissement des équipements acquis ou des aménagements réalisés, dans la mesure où ceux-ci n'ont pas fait l'objet d'une subvention d'équipement ou d'aménagement au titre de l'article 9 du décret;

11. les cotisations statutaires aux organisations internationales dont fait partie l'organisation concernée et les frais de participation, une fois par an, aux réunions statutaires de celles-ci à concurrence du nombre de mandats y exercés par l'organisation, avec un maximum de trois mandats.

§ 2. Les frais prévus aux rubriques 7°, 8°, 9° et 10° ne sont pris en considération que pour un montant cumulé ne dépassant pas 40 % de l'ensemble des dépenses admissibles de l'organisation.

Art. 16. Les sections locales dépendant d'une organisation générale ou régionale peuvent être subventionnées par l'intermédiaire de l'organisation dont elles dépendent pour leurs activités propres, selon les conditions définies aux articles 24, 25 et 26, pour autant :

- qu'elles annoncent à l'Inspection, préalablement à la période concernée par ces activités, leur intention de déposer un dossier d'activités;
- qu'elles informent régulièrement l'Inspection du déroulement de leurs activités via l'organisation dont elles dépendent;
- qu'elles soient créditées, sur base de leur dossier d'activités, d'un minimum de 50 points.

Le dossier d'activités de chaque section locale doit être déposé par l'intermédiaire de l'organisation générale ou régionale dont elle dépend.

La valeur en francs du point est fixée annuellement par le Ministre, après avis du Conseil.

Art. 17. Pour les sections locales qui ne déposeraient pas de dossier complet d'activités, les dépenses correspondant aux rubriques 2, 3 et 5, de l'article 15, § 1er, peuvent être assimilées aux dépenses admissibles des organisations générales ou régionales dont elles dépendent.

Ces dépenses peuvent être subventionnées aux taux prévus par le décret pour les organisations générales et leurs régionales dépendantes, d'une part, et pour les organisations régionales indépendantes, d'autre part.

Ces dépenses sont inscrites sous des libellés spécifiques dans le formulaire destiné à la présentation des comptes de l'organisation générale ou régionale concernée.

Art. 18. Ne constituent pas des dépenses admissibles en application de l'article 6, § 4, du décret :

- les frais de réception, banquets, cadeaux, souvenirs, médailles ou prix;
- les frais de nourriture et d'hébergement;
- le déficit des années antérieures.

Art. 19. Après avis du Conseil, le Ministre fixe, le cas échéant, des plafonds à concurrence desquels les dépenses prévues aux articles 15 et 16 sont admissibles.

Art. 20. Pour bénéficier de subventions, les organisations générales et régionales dépendantes et indépendantes doivent atteindre un montant minimum de dépenses admissibles correspondant à des activités réalisées au titre de l'objet pour lequel elles sont reconnues. Le montant minimal des dépenses admissibles est fixé à 100 000 francs pour les organisations générales et à 50 000 francs pour les organisations régionales dépendantes et indépendantes.

Lorsque le minimum fixé n'est pas atteint pendant deux années consécutives, l'Inspection établit un rapport spécifique, proposant soit la mise en œuvre d'une procédure de retrait de la reconnaissance ou de reclassement dans une autre catégorie, soit le maintien de la reconnaissance acquise pour autant que l'organisation justifie un volume suffisant d'activités conformes aux articles 2 et 10 du décret.

Art. 21. Sauf en situation de crédits provisoires, la liquidation de la subvention est effectuée en deux tranches. La première tranche est mise en liquidation sur base d'un arrêté élaboré dans le courant du mois de janvier qui suit l'exercice pris en considération. La seconde tranche est liquidée au cours du quatrième trimestre de la même année.

CHAPITRE IV. — *Subventions annuelles ordinaires aux organisations locales indépendantes*

Section 1re. — Subventions forfaitaires de fonctionnement

Art. 22. En vertu de l'article 7, § 1er, du décret, une subvention forfaitaire annuelle est octroyée aux organisations locales indépendantes.

Conformément à l'article 57 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'État, cette subvention peut être récupérée à concurrence de la somme excédant le montant des dépenses réelles de l'organisation, déduction faite de la subvention constituant l'intervention dans les dépenses d'activités de l'organisation concernée.

Art. 23. La liquidation de la subvention est effectuée en un seul versement, dans le courant du premier semestre de l'année qui suit l'exercice pris en considération.

Section 2. — Subvention variable correspondant au volume des activités des organisations locales indépendantes

Art. 24. La subvention variable accordée à une organisation locale indépendante d'éducation permanente est établie sur base du nombre de points qui lui sont reconnus en fonction des activités qui se sont déroulées durant l'exercice de référence.

Art. 25. § 1er. Donnent lieu à l'attribution de points : les activités d'éducation permanente comprenant des activités de formation, d'animation, de développement communautaire et de création (formation systématique, formation à des techniques, formation de base, activités d'animation de quartier, de rue, de village, de région) qui peuvent s'appuyer sur :

1. des études, enquêtes, sondages d'opinion, publications, périodiques, dossiers;
2. la création de spectacles, de productions audiovisuelles, d'expositions : réalisation, répétitions et séances de travail;
3. la diffusion culturelle : conférences, concerts, films, vidéos, montages audiovisuels, spectacles, expositions et concours;
4. des réunions d'études, colloques, congrès;
5. des déplacements culturels;
6. des réunions statutaires et de groupes de programmation d'activités.

§ 2. Les points sont attribués sur proposition de l'Inspecteur du ressort, en tenant compte du nombre, de la cohérence, de la qualité et du coût des activités réalisées durant l'exercice de référence. Ces critères font l'objet d'une grille d'évaluation figurant en annexe I de l'arrêté.

Art. 26. § 1er. La subvention variable est octroyée à l'organisation locale indépendante qui est créditée d'un minimum de 100 points.

La valeur en francs du point est fixée par le Ministre.

§ 2. Pour le calcul de la subvention, un indice multiplicateur de 1,5 est affecté à la valeur des points obtenus par les organisations locales d'éducation permanente et de promotion socio-culturelle des travailleurs.

Art. 27. § 1er. Les organisations locales indépendantes qui, par leur activité, devraient être créditées d'un nombre de points supérieur à 600, peuvent se voir appliquer les dispositions de l'article 15.

§ 2. La subvention annuelle accordée à ces organisations locales indépendantes d'éducation permanente est constituée :

— d'un forfait de fonctionnement;

— d'un pourcentage des dépenses admissibles correspondant à celui qui est appliqué pour le même exercice aux organisations régionales indépendantes.

§ 3. Le Ministre peut accorder à l'organisation locale, répondant aux conditions du § 1er, le bénéfice d'une intervention dans les dépenses du personnel pour un temps plein d'animation, aux conditions de l'article 10.

CHAPITRE V. — *Subventionnement des actions de formation socio-culturelle des travailleurs*

Art. 28. Des subventions sont accordées aux organisations générales, régionales dépendantes et indépendantes, et locales indépendantes de promotion socio-culturelle des travailleurs en application de l'article 15 du décret pour leurs actions de formation réalisées pour et avec des participants du milieu populaire tel que défini à l'article 10 du décret, ainsi que pour des études relatives à la préparation et l'évaluation de leurs actions de formation, ou pour développer des activités directement destinées à la participation du public populaire à des actions de formation de base.

Art. 29. § 1er. Les subventions visées à l'article 28 sont calculées de façon forfaitaire et attribuées provisionnellement sur base du nombre d'amateurs octroyés par organisation et de la catégorie à laquelle celle-ci appartient.

§ 2. Pour les organisations ne bénéficiant pas d'intervention dans la rémunération de personnel d'animation, le montant de la subvention est fixé forfaitairement par le Ministre.

§ 3. L'organisation nouvellement reconnue ou n'ayant pas bénéficié de subventions pour ses actions de promotion socio-culturelle des travailleurs depuis le 1er juillet 1991, dépose, le 1er avril, préalablement à l'octroi d'une première subvention, un dossier spécifique de présentation de la programmation de ses actions, pour la période d'activité s'étendant du 1er juillet au 30 juin suivant.

Ce dossier, accompagné d'un rapport d'inspection, est soumis à l'avis du Conseil (Commission de promotion socio-culturelle des travailleurs) préalablement à toute décision d'octroi d'une première subvention au titre de l'article 15 du décret.

Art. 30. § 1er. L'organisation bénéficiaire justifie la subvention par :

1. l'évaluation des actions organisées telles que définies à l'article 28.

2. un montant de dépenses correspondant au moins au montant reçu au titre de la seconde tranche du Fonds de promotion socio-culturelle des travailleurs.

Ces dépenses peuvent participer de la rémunération des amateurs subventionnés pris en considération pour le calcul de la subvention, à concurrence de la différence entre le barème prévu à l'article 10 et les subventions de personnel d'animation octroyées pour l'exercice de référence ainsi qu'aux frais liés à la rémunération des membres de l'équipe pédagogique intervenant ponctuellement dans les actions de formation à concurrence d'un montant de 1 000 francs l'heure, à condition que ces personnes ne soient pas déjà subventionnées au titre des articles 6, 13 et 14 du décret, et aux frais liés à la réalisation ou l'acquisition des documents et études préparatoires, ainsi que l'achat de matériaux périssables acquis à des fins didactiques et la location de matériels didactiques.

3. le champ géographique couvert par les activités, en concordance avec la catégorie de reconnaissance de l'organisation.

Cette triple justification doit être inscrite dans la section ad hoc du dossier annuel de fonctionnement et d'activités. Elle fait l'objet d'un rapport spécifique de l'Inspection.

§ 2. Lorsque, pour la deuxième année consécutive, l'Inspection produit un rapport défavorable, l'Administration soumet le dossier au Conseil (Commission de promotion socio-culturelle des travailleurs), préalablement à toute décision d'octroi de nouvelle subvention.

CHAPITRE VI. — *Subventions extraordinaires d'équipement et d'aménagement*

Art. 31. § 1er. Les subventions extraordinaires accordées en application de l'article 9, § 1er du décret ne peuvent couvrir plus de 60 % de la dépense consentie par l'organisation bénéficiaire.

§ 2. La subvention est octroyée après remise d'un avis par l'Inspection, en fonction de l'estimation de la nécessité et de l'intérêt de la demande par rapport à l'action de l'organisation et en tenant compte du montant des subventions ordinaires octroyées au bénéficiaire ainsi que du montant des subventions octroyées en équipement et en aménagement au cours des trois années précédentes.

§ 3. A l'exception de la subvention forfaitaire d'équipement ou d'aménagement à titre d'aide au premier établissement, prévue à l'article 9, § 3, du décret, la demande de subvention doit être antérieure à l'achat du matériel.

§ 4. Le subventionnement d'équipement ou d'aménagement ne peut être accordé qu'une fois par an au bénéfice d'une même organisation.

§ 5. La subvention d'équipement ou d'aménagement n'est octroyée que pour des dépenses admissibles supérieures ou égales à 20 000 francs.

Art. 32. § 1er. Le montant de la subvention forfaitaire d'aménagement ou d'équipement à titre d'aide au premier établissement, visée à l'article 9, § 3, du décret, lors de la reconnaissance des organisations d'éducation permanente, est fixé à :

— 250 000 francs pour les organisations générales;

— 150 000 francs pour les organisations régionales dépendantes et indépendantes;

— 100 000 francs pour les organisations locales indépendantes.

§ 2. La subvention ne peut couvrir que des dépenses réalisées pour l'acquisition de biens durables, à l'exclusion de matières consommables.

§ 3. Pour pouvoir être prises en considération en justification de la subvention, ces dépenses doivent avoir été effectuées durant la période allant de dix-huit mois avant la reconnaissance à douze mois après la reconnaissance.

CHAPITRE VII. — *Procédure particulière de liquidation des subventions*

Art. 33. § 1er. L'organisation d'éducation permanente peut, à sa demande, sur décision du Ministre, qui en informe le Conseil, bénéficier d'une procédure de subventionnement simplifiée, basée sur un contrat de trois ans renouvelable, lorsqu'elle répond aux conditions suivantes :

- être reconnue depuis plus de cinq ans;
- avoir bénéficié de subventions annuelles de fonctionnement et de subventions de personnel d'animation sur fonds de la Communauté dans le cadre du décret depuis au moins cinq ans. Le Ministre fixe, après avis du Conseil, un montant minimum de subvention par an;
- n'avoir connu, durant cette période, qu'une fluctuation nulle ou limitée de ses dépenses admissibles.

§ 2. Les critères de définition du caractère limité de la fluctuation des dépenses admissibles sont définis par le Ministre après avis du Conseil.

§ 3. Pour les organisations générales disposant de régionales dépendantes, l'accord exprès d'au moins deux tiers du nombre des régionales dépendantes d'une générale est une condition préalable supplémentaire à l'application du §1er pour une organisation générale et pour ses régionales dépendantes qui ont marqué leur accord sur cette procédure.

Art. 34. La procédure simplifiée de subventionnement par contrat assure à l'organisation bénéficiaire, durant la période concernée, une subvention annuelle globale au titre de l'application du décret égale soit à la moyenne annuelle des subventions perçues au même titre durant les trois années qui l'auront précédée, soit au montant correspondant aux subventions perçues durant la dernière année, si ce montant est plus élevé que la moyenne annuelle susdite.

La subvention annuelle est calculée sur base du forfait, des subventions d'activités, de personnel — en ce non comprises les subventions octroyées dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de l'Emploi — des subventions de la seconde tranche du Fonds de promotion socio-culturelle des Travailleurs, et des subventions octroyées aux locales dépendantes.

Si, au cours de l'exécution d'un contrat triennal, les dispositions nouvelles prises en application du décret à l'égard des organisations de la même catégorie devaient engendrer une réévaluation, à la hausse, des modes de calcul de l'intervention dans les frais de personnel, un avenant serait établi afin d'en tenir compte.

Art. 35. Toute demande fait l'objet d'un rapport circonstancié de l'Administration sur la situation de l'organisation concernée et, le cas échéant, de ses régionales dépendantes.

Art. 36. Le contrat fait mention des éléments suivants :

1. la demande expresse de l'organisation de bénéficier de la procédure simplifiée et de suspendre, durant l'exécution du contrat, son droit à la subvention calculée selon les procédures ordinaires.

La demande émanant d'une organisation générale ayant des sections régionales reconnues doit comporter l'accord des sections concernées; le Conseil est informé de toute résiliation déposée soit par le Ministre, soit par une organisation,

2. le montant de référence reconnu comme moyenne annuelle par les deux parties;

3. la définition de la part minimale de ce montant à affecter par l'organisation, tant pour la générale que pour chacune des régionales dépendantes, à :

a) des dépenses de personnel subventionné sur fonds communautaires. Le maintien du volume de l'emploi subventionné est garanti durant l'exécution du contrat;

b) des dépenses d'activités;

4. les modalités de versement de la subvention annuelle à l'organisation régionale ou aux régionales dépendantes reconnues.

Art. 37. L'utilisation des subventions reçues est justifiée conformément à l'article 5.

Art. 38. Le contrat prévoit explicitement qu'il ne peut en aucun cas être source de droits acquis à son maintien. Sa résiliation par chaque partie est possible à tout moment, sans obligation de la motiver et sans qu'elle puisse être considérée comme la sanction d'une faute.

La résiliation porte effet au plus tôt après un préavis de trois mois et seulement pour l'exécution du budget de la Communauté française de l'exercice civil suivant la date de la notification.

Art. 39. Sauf en situation de crédits provisoires, la liquidation de la subvention est effectuée en une tranche unique, dans le courant du premier trimestre de l'année qui suit celle de la passation du contrat. Au cours de l'année de la passation du contrat, le subventionnement se poursuit selon les modalités prévues aux chapitres II à VI.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 40. L'application du chapitre VII fait annuellement l'objet d'un rapport de l'Administration, soumis au Ministre, après avis du Conseil.

Art. 41. L'octroi des subventions aux organisations d'éducation permanente est soumis aux dispositions des lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Art. 42. Tous les montants figurant dans l'arrêté sont fixés au 1er janvier 1995. Ils sont indexés selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Cette adaptation s'applique lorsqu'elle atteint au moins le millier de francs supérieur. Les montants sont arrondis au millier de francs.

Art. 43. Le montant total des subventions octroyées par un ou plusieurs pouvoirs publics ne peut en aucun cas excéder le montant total des dépenses de l'organisation bénéficiaire.

Le calcul des dépenses admissibles n'est pas affecté par l'apport d'autres sources de financement public, si ce n'est en vertu du premier alinéa du présent article.

Art. 44. Sont abrogés :

1. l'arrêté royal du 16 février 1977 fixant les modalités d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs;
2. l'arrêté royal du 24 juillet 1979 relatif aux conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations locales indépendantes d'éducation permanente;
3. l'arrêté royal du 31 août 1981 relatif à l'octroi de subventions aux organisations locales dépendantes;
4. l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 mars 1984 relatif à l'allocation de subventions pour l'occupation de permanents;
5. l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1984 fixant les modalités d'application des articles 6, 13 et 14 du décret du 8 avril 1976;
6. l'arrêté ministériel du 8 avril 1977 en application du décret du 8 avril 1976.

Art. 45. L'arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1995.

Art. 46. Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Annexe

**Grille d'évaluation des organisations locales indépendantes (articles 24, 25, 26)
et des sections locales dépendantes (article 16)**

1. Pour obtenir le minimum requis de 50 points, la section locale dépendante doit réaliser au moins six activités distinctes dont au moins trois peuvent être considérées comme activités culturelles éducatives externes au sens de l'article 2 du décret du 8 avril 1976. Ces activités peuvent être réalisées soit avec la collaboration de la Régionale (ou Générale) et s'inscrire dans le programme d'année, soit être réalisés de manière distincte.

2. Pour obtenir le minimum requis de 100 points, l'organisation locale indépendante doit réaliser au moins six activités distinctes dont au moins trois peuvent être considérées comme activités culturelles éducatives externes au sens de l'article 2 du décret du 8 avril 1976. — ce qui la crédite de 50 points — et doit obtenir un produit des indices au moins égal à 4 correspondant à 100 points dans la grille d'évaluation.

3 Grille

Critères	Indices		
	1	2	3
Nomère d'activités d'éducation permanente — Rayonnement sur les membres et sur l'extérieur — Capacité d'initiative propre — Type d'activités (cf. article 25, § 1er)			
Cohérence des activités — Cohérence par rapport aux objectifs de l'organisation — Conformité à l'article 2 du décret	1	2	3
Qualité des activités — Qualité socio-culturelle, éducative et artistique — Qualité de l'organisation, de la promotion et de la communication — Dépôt d'un projet auprès de l'inspection avec évaluation du projet au terme de celui-ci	1	2	3
Coût des activités — Sur base du compte de résultats	1	2	

Calcul du nombre de points attribués

Produit des indices	1	2	3	4	6	8	9	12	16	18	24	36
Nombre de points	50	70	90	100	120	150	180	200	250	300	400	500/600

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

[Mac — 29469]

N. 95 — 2272

18 MEI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en van de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op het decreet van de Franse Cultuurgemeenschap van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de regelmatige uithetaling van de rechtstreekse en onrechtstreekse subsidies;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Volksontwikkeling van de Franse Gemeenschap, gegeven op 8 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 maart 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 april 1995;

Gelet op de na de beraadslaging van 15 mei 1995 door de Regering van de Franse Gemeenschap genomen beslissing;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de cultuur behoort.

Besluit :

HOOFDSTUK I -- *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

— het decreet : het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders;

— de Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

— de Minister : de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheden de permanente opvoeding van de volwassenen en de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders behoren;

— het Bestuur : het Bestuur voor de Jeugd en de Permanente Opvoeding van de Algemene Directie voor Cultuur en Communicatie van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

— de Inspectie : de Algemene Inspectie van de Algemene Directie voor Cultuur en Communicatie van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

— de Raad : de Hoge Raad voor Volksontwikkeling van de Franse Gemeenschap;

— de organisatie : elke organisatie voor permanente opvoeding van de volwassenen of voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, erkend krachtens het decreet van 8 april 1976

HOOFDSTUK II -- *Voorwaarden voor de erkenning en de intrekking*

Art. 2. § 1. Om erkend te worden als algemene organisatie, of als afhankelijke of onafhankelijke gewestelijke organisatie, of als onafhankelijke plaatselijke organisatie, dient de vereniging haar actie te bepalen en te voeren niet eerbiediging van de vrijheden gevrijwaard door de Grondwet, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en andere internationale overeenkomsten die rechtstreeks van toepassing zijn binnen de interne rechtsorde.

De vereniging dient bij het Bestuur een dossier in waarin worden opgenomen

— haar statuten als vereniging zonder winstoogmerk of, als het om een feitelijke vereniging gaat, haar huishoudelijk reglement;

— de samenstelling van haar bestuursorganen;

— het adres van haar maatschappelijke zetel, het nummer van haar telefoonaansluiting en het nummer van de rekening die op haar naam geopend werd bij een financiële instelling, alsook een geannuleerd exemplaar van een stortings- of overschrijvingsbiljet dat met die rekening overeenstemt;

— een nota waarin haar maatschappelijk doel wordt voorgesteld, met beschrijving, enerzijds, van het doelpubliek, zijn werkelijke deelneming aan bedoelde actie en, anderzijds, de manier waarop ze door haar statuten, haar doelstellingen en haar activiteiten meent te voldoen aan de voorschriften van artikel 2 en, desgevallend, van artikel 10 van het decreet;

— een verslag dat het bewijs levert van een regelmatige actie die verspreid is over ten minste de twaalf maanden die voorafgaan aan het indienen van de aanvraag en die voldoet aan de vereisten van artikel 2 en, desgevallend, van artikel 10 van het decreet;

— een programma met beschrijving van de acties voorzien gedurende het jaar dat volgt op het indienen van de aanvraag tot erkenning;

— een resultatenrekening, een financiële balans en een begroting voor het lopend jaar, goedgekeurd door haar bevoegde organen.

§ 2. In geval van aanvraag om erkenning als gespecialiseerde beweging of groepering, moet de vereniging die de erkenning aanvraagt als :

a) algemene organisatie, bovendien, een nota indienen ter staving van haar roeping om haar activiteiten te ontplooiën in de territoriale zones van artikel 4, § 2, van het decreet, van het bestaan en het regelmatig werken van minstens drie georganiseerde afhankelijke gewestelijke afdelingen, waarbij iedere afdeling gevestigd moet zijn in een verschillende bestuurs eenheid, onder de volgende : de provincies Waals Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Indien een vereniging, nochtans, om infrastructurale redenen, haar diensten verleent binnen minder dan drie van de gesubsidieerde bestuurs eenheden, is de erkenning mogelijk op voorwaarde dat :

— ofwel de dienstverleners uit organisaties, verenigingen of groeperingen komen die minstens gevestigd zijn in de drie van de hierboven vermelde bestuurs eenheden;

— ofwel de dienstverleners uit minstens drie van de hierboven vermelde bestuurs eenheden komen;

b) gewestelijke organisatie, een nota indienen waarin het bestaan en de regelmatige activiteit van minstens vijf afhankelijke plaatselijke afdelingen beschreven worden.

§ 3. In geval van aanvraag om erkenning als dienst, moet de vereniging die de aanvraag indient als :

a) algemene organisatie, bovendien een nota indienen ter staving van haar roeping om haar activiteiten te ontplooiën in de territoriale zones van artikel 4, § 2, van het decreet, met vermelding van de organisaties, de verenigingen, de groeperingen en personen die ze bedient en de acties die regelmatig worden gevoerd in minstens drie van de volgende bestuursseenheden : de provincieën Waals Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

b) afhankelijke of onafhankelijke gewestelijke organisatie, een nota indienen met vermelding van de organisaties, de verenigingen, de groeperingen en personen die ze bedient en de acties die regelmatig worden gevoerd in minstens vijf gemeenten van dezelfde provincie. Indien een vereniging, nochtans, om infrastructurale redenen, haar diensten verleent binnen minder dan vijf gemeenten van dezelfde provincie, is de erkenning mogelijk op voorwaarde dat :

— ofwel de dienstverleners uit organisaties, verenigingen of groeperingen komen die werkzaam zijn in minstens vijf gemeenten van dezelfde bestuursseenheid;

— ofwel de dienstverleners uit minstens vijf gemeenten van dezelfde bestuursseenheid komen.

§ 4. In geval van aanvraag om erkenning als coördinerende instelling, moet de vereniging die de aanvraag indient als :

a) algemene organisatie, een nota indienen ter staving van haar roeping om haar activiteiten te ontplooiën in de territoriale zones van artikel 4, § 2, van het decreet, als bewijs dat zij minstens vijf algemene organisaties coördineert, alsook een nota met vermelding van de acties die regelmatig worden gevoerd en de diensten die regelmatig verleend worden in minstens drie van de volgende bestuursseenheden : de provincieën Waals Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

b) afhankelijke of onafhankelijke gewestelijke organisatie, een nota indienen als bewijs dat zij minstens vijf afhankelijke of onafhankelijke gewestelijke organisaties coördineert, alsook een nota met vermelding van de acties die regelmatig worden gevoerd en de diensten die regelmatig verleend worden in minstens vijf gemeenten.

Art. 3. Wanneer een dossier, dat voldoet aan de vereisten van artikel 2, ingediend wordt, bij het Bestuur, geeft dit laatste kennis aan de vereniging van de datum vanaf welke het dossier wordt onderzocht en van de naam en het adres van de Inspecteur die een verslag moet uitbrengen.

Vanaf deze kennisgeving en totdat de Minister een beslissing heeft getroffen, is de vereniging ertoe gehouden de Inspecteur op de hoogte te brengen van de datum en de plaats van haar activiteiten en hem alle documenten of publicaties te bezorgen die gericht zijn aan de leden of het publiek in het algemeen.

Art. 4. § 1. Het dossier, samen met het verslag van de Inspecteur, wordt aan de Raad voorgelegd, die, binnen de drie maanden die volgen op de ontvangst van het dossier, een advies aan de Minister moet geven.

Als deze termijn verlopen is, wordt het advies conform met de conclusies van het verslag van de Inspecteur geacht.

Voordat hij zijn advies uitbrengt, mag de Raad de betrokken vereniging horen of verzoeken om haar opmerkingen mede te delen binnen een door hem vastgelegde termijn.

§ 2. Behoudens een door de Minister, op advies van de Raad, toegekende afwijking, heeft de beslissing tot erkenning uitwerking met ingang van de 1e juli die volgt op de datum vanaf welke het dossier wordt onderzocht.

Art. 5. § 1. Om haar erkenning te behouden en de gewone jaarlijkse subsidies bedoeld in hoofdstuk I van het decreet te genieten, moet de organisatie jaarlijks een werkings- en activiteiten-dossier bij de Inspectie indienen. De afgifte moet gebeuren binnen de vier maanden na het einde van het boekjaar waarop het dossier betrekking heeft. Na advies van de Raad en op de voordracht van het Bestuur, legt de Minister de verscheidene elementen vast waaraan het dossier moet bestaan en, als hij dit niet binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de ontvangst van dit advies heeft gedaan, wordt de Minister geacht deze elementen nauwkeurig te hebben bepaald overeenkomstig het voorstel van het Bestuur.

§ 2. De organisatie is ertoe gehouden elk bezoek van de Inspectie te aanvaarden, inbegrepen de boekhoudkundige controle.

§ 3. De organisatie moet aan de Inspecteur de inlichtingen laten worden met betrekking tot haar activiteiten, voordat ze plaatsgrijpen, alsook de publicaties, periodieken, studies, onderzoekwerken, oproepingen, uitnodigingen en andere elementen die verband houden met deze activiteiten.

§ 4. Wanneer het dossier ingediend wordt tussen 1 november en 31 december van het jaar dat volgt op het boekjaar waarop dit dossier betrekking heeft, mag de uitbetaling van de subsidie betreffende de activiteiten bedoeld bij dit dossier gebeuren na afloop van een bijkomende termijn van twaalf maanden.

Indien het dossier na 31 december van het jaar dat volgt op het boekjaar waarop dit dossier betrekking heeft, ingediend wordt, of indien het niet ingediend wordt, brengt dit met zich mee dat het recht op de subsidies voor het referentiejaar verdwijnt en, dientengevolge, dat de ten onrechte ontvangen subsidies terug te betalen zijn.

Art. 6. De organisatie die een verandering wenst van de categorie waarin zij gerangschikt is, moet een dossier ter verantwoording indienen.

De administratieve procedure die volgt op het indienen van het dossier is dezelfde als deze die bepaald is voor de erkenning.

Art. 7. § 1. De intrekking van de erkenning wordt besloten door de Minister mits inachtneming van de volgende formaliteiten :

a) een inspectieverslag waarin de intrekking wordt voorgesteld, op basis van de vaststelling dat een of meer erkenningsvoorwaarden niet vervuld werden gedurende een periode van meer dan drie maanden;

b) de kennisgeving, door de Minister, vóór het indienen van het dossier bij de Raad, aan de betrokken organisatie, van dit voorstel tot intrekking;

c) het horen van de organisatie door de Raad, of als zij dit wenst, het indienen van een memorie, binnen een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving van het voorstel tot intrekking;

d) de mededeling van het advies aan de Minister.

Behoudens afwijking door de Minister toegestaan op de voordracht van de Raad, heeft de beslissing tot intrekking uitwerking met ingang van de 1e juli die volgt op het inspectieverslag.

§ 2. Een vereniging tegen wie een beslissing tot intrekking van de erkenning is getroffen, mag een nieuwe aanvraag om erkenning indienen, ten vroegste een jaar na de datum van deze beslissing, mits inachtneming van de volledige procedure zoals die beschreven is in de artikelen 2 tot 4.

§ 3. De procedure van verandering van categorie, aan de gang gezet door de Inspectie, is gelijk aan deze voor de intrekking van de erkenning.

HOOFDSTUK III. — Gewone jaarlijkse subsidies toegekend aan de algemene organisaties en aan de gewestelijke organisaties

Afdeling 1. — Forfaitaire werkingssubsidie

Art. 8. Overeenkomstig artikel 57 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, kan de in artikel 6, § 2, van het decreet bedoelde forfaitaire werkingssubsidie worden teruggevorderd in verhouding tot het bedrag dat het bedrag van de werkelijke uitgaven van de organisatie overschrijdt, na aftrek van de subsidie die aangewend wordt voor de tegemoetkoming in de activiteitenuitgaven van de betrokken organisatie.

Art. 9. De uitbetaling van de forfaitaire werkingssubsidie geschiedt in één enkele storting in de loop van het eerste semester van het in aanmerking genomen dienstjaar.

Afdeling 2. — Tegemoetkoming in de personeelsuitgaven

Art. 10. Voor de toepassing van de artikelen 6, § 3, en 13 van het decreet :

1. bestaat het referentie-barema, toegepast voor de berekening van de subsidie die aangewend wordt voor de tegemoetkoming in de uitgaven voor het animatie- en directiepersoneel, uit :

- a) het brutobedrag van de bezoldiging die toegekend wordt aan een geaggregeerde leraar voor de algemene vakken, die in het lager secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap vast benoemd wordt, met 3 jaar anciënniteit;
- b) het overeenstemmende bedrag van de bijdragen die, bij toepassing van de wet op de sociale zekerheid voor werknemers, door de werkgever van de privé-sector te storten zijn;
- c) het brutobedrag van het vakantiegeld, dat met de bedoelde bezoldiging overeenstemt en die wordt toegekend aan de bediende die bij een arbeidsovereenkomst is aangeworven.

Dat referentie-barema wordt per 1 januari van elk jaar aangepast op grond van de sociale programmatica en de indexering toegepast op de bezoldiging van de leerkrachten van dat niveau.

2. bestaat het referentie-barema, toegepast voor de berekening van de subsidie die aangewend wordt voor de tegemoetkoming in de uitgaven voor het administratief personeel, uit :

- a) het brutobedrag van de bezoldiging die toegekend wordt aan een opsteller die vast benoemd is binnen de Diensten van de Franse Gemeenschap (20/1), zonder anciënniteit;
- b) het overeenstemmende bedrag van de bijdragen die, bij toepassing van de wet op de sociale zekerheid voor werknemers, door de werkgever van de privé-sector te storten zijn;
- c) het brutobedrag van het vakantiegeld, dat met de bedoelde bezoldiging overeenstemt en die wordt toegekend aan de bediende die bij een arbeidsovereenkomst is aangeworven.

Dat referentie-barema wordt per 1 januari van elk jaar aangepast op grond van de sociale programmatica en de indexering toegepast op de bezoldiging van de leerkrachten van dat niveau.

Art. 11, § 1. Het aantal personeelsleden met leidinggevende functies of opvoedkundige functies voor wie de in de artikelen 13 en 14 van het decreet bedoelde subsidie kan worden verleend, wordt op de volgende maximumbedragen vastgesteld :

1. voor de algemene organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders alsook voor hun afhankelijke gewestelijke afdelingen voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders : vier leden, plus drie leden voor elke aangesloten en erkende gewestelijke afdeling, waarbij de eerste twee van die drie leden aangewezen zijn voor de bedoelde gewestelijke afdeling;

2. voor de onafhankelijke gewestelijke organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders : drie leden.

§ 2. Het aantal leden van het administratief personeel voor wie de in de artikelen 13 en 14 van het decreet bedoelde subsidie kan worden verleend, wordt op de volgende maximumbedragen vastgesteld :

1. voor de algemene organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders alsook voor hun afhankelijke gewestelijke afdelingen voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders : twee leden, plus anderhalf lid voor elke aangesloten en erkende gewestelijke afdeling, waarbij de eerste van die leden aangewezen is voor de bedoelde gewestelijke afdeling;

2. voor de onafhankelijke gewestelijke organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders : anderhalf lid.

In geen geval mag het aantal in aanmerking genomen leden van het gesubsidieerd administratief personeel, voor een algemene organisatie en haar afhankelijke gewestelijke organisaties of voor een onafhankelijke gewestelijke organisatie, hoger zijn dan de helft van de in aanmerking genomen leden met leidinggevende of animatiefuncties.

§ 3. Op grond van de paragrafen 1 en 2 draagt elke organisatie jaarlijks een lijst van het gesubsidieerd personeel voor, waarbij de verdeling volgens de in de artikelen 6 en 13 van het decreet bedoelde personeelscategorieën vermeld staat.

Art. 12. Het bedrag van de subsidie die aan de organisatie gestort wordt voor de tegemoetkoming in de in de artikelen 6, 13 en 14 van het decreet bedoelde personeelsuitgaven, is, voor elke persoon, gelijk aan ten minste 75 % voor de betrekkingen van animators met volledige dagtaak en 100 % voor de administratieve betrekkingen met volledige dagtaak, van de in artikel 10 vermelde referentie-barema's, tot beloop van een maximumsubsidie die, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, vóór het begin van het betrokken dienstjaar, door de Minister wordt vastgesteld.

Art. 13. Behalve in het kader van voorlopige kredieten, worden de subsidies in verband met de personeelsuitgaven in twee schijven uitbetaald.

Een eerste provisionele schijf van 80 % van de subsidie wordt uitbetaald op grond van een subsidiëeringsbesluit dat wordt genomen in de loop van de maand januari van het jaar waarop de bezetting van het gesubsidieerd personeel betrekking heeft. Een tweede schijf van 20 % van de subsidie wordt uitbetaald op grond van een subsidiëeringsbesluit dat in de loop van de maand juni van hetzelfde jaar wordt genomen.

Art. 14. Voor de controle op de subsidie die wordt toegekend aan de organisatie bij wijze van tegemoetkoming in de uitgaven voor het in de artikelen 6, 13 en 14 van het decreet bedoelde personeel, levert de organisatie, voor elk kalenderjaar, het bewijs van de gemaakte kosten, waarbij, voor elk personeelslid met een volledige dagtaak of een gedeeltelijke dagtaak, het globaal bedrag van de bezoldigingen en de wettelijke werkgeverslasten die door de organisatie worden betaald, en de periode van de werkelijke prestatie in het referentiejaar, worden vermeld.

Het gecumuleerd bedrag van de voor alle personeelsleden bedoeld in de artikelen 6, 13 en 14 van het decreet aldus verantwoorde bezoldigingen, moet gelijk zijn aan ten minste 100 % van het totaal bedrag van de bezoldigingen en lasten die beantwoorden aan de toepassing van de barema's bepaald voor de betrekkingen die in aanmerking worden genomen in het kader van de artikelen 6, 13 en 14 van het decreet.

Na advies van de Raad en op de voordracht van het Bestuur, bepaalt de Minister de verschillende bestanddelen van het dossier dat de verantwoording van de subsidie inhoudt en, als dit niet binnen een termijn van een maand te rekenen vanaf de ontvangst van dat advies is geschied, dan wordt de Minister geacht die bestanddelen te hebben bepaald overeenkomstig het voorstel van het Bestuur.

Afdeling 3. — Tegemoetkoming in de activiteitenuitgaven

Art. 15, § 1. Voor de algemene organisaties en de afhankelijke en onafhankelijke gewestelijke organisaties, worden beschouwd als activiteitenuitgaven die in aanmerking komen bij toepassing van artikel 6, § 4, van het decreet :

1. de secretariaatskosten :
 - a) de gewone bestuurs- en comptabiliteitskosten;
 - b) de kosten voor kantoorbehoeften van het secretariaat en klein bureaumateriaal;
 2. de kosten die voortvloeien uit promotieacties die als doel hebben het programma en de activiteiten van de organisatie te doen kennen en zodanig te zorgen voor de promotie van de organisatie zelf;
 3. de kosten die voortvloeien uit het gebruik van de verschillende media, inzonderheid uit het opstellen, het drukken en verspreiden van allerlei publicaties (tijdschriften, syllabi, brochures, verslagen, videofilms, CD-rom, ...) die een rechtstreeks verband hebben met het doel van de organisatie;
 4. de kosten die voortvloeien uit de oprichting en de vergroting van een documentatiecentrum voor elke organisatie (boeken, tijdschriften, audiovisuele opnamen, enz.) in verband met haar doelstellingen en haar activiteiten;
 5. de kosten gemaakt naar aanleiding van de opvoedingsactiviteiten die door de organisatie worden gevoerd, voor :
 - a) welbepaalde erelonen en bezoldigingen die worden toegekend aan personen belast met animatie-, vormings-, verspreidings-, expertise- en consultancyfuncties, met inbegrip van de reiskosten voor prestaties naar aanleiding van die activiteiten, op voorwaarde dat die personen niet in aanmerking worden genomen bij de berekening van de subsidie toegekend bij toepassing van de artikelen 6, 13 en 14 van het decreet;
 - b) de kosten die voortvloeien uit de organisatie van culturele manifestaties waarvoor kunstenaars en conferenciers worden uitgenodigd, in verhouding tot de gages, reiskosten en auteursrechten;
 - c) de bezoldiging van het animatiepersoneel, dat met eigen geld van de organisatie bezoldigd wordt, in verhouding tot de aantallen en maximumbedragen bedoeld in de artikelen 11 en 12;
 - d) de huur van lokalen en van materiaal bestemd voor de actie voor permanente opvoeding;
 - e) de aankoop van bederfelijk materiaal;
 6. de reiskosten van de verantwoordelijken voor de organisatie, ook in het buitenland, in verhouding tot de volgende bedragen :
 - ten hoogste 600 000 frank voor de algemene organisaties;
 - ten hoogste 400 000 frank voor de gewestelijke organisaties.
- De kosten die voortvloeien uit het gebruik van een wagen worden berekend overeenkomstig het barema van de Staat, beperkt tot een wagen van 7 pk.
7. het haargeld of, als het om een eigendom gaat, ofwel het bedrag van de terugbetaling van de annuïten van de hypothecaire lening, ofwel naast de terugbetaling van deze, de ontroerende voorheffing;
 8. de elektriciteits-, verwarmings-, onderhouds- en herstellingskosten voor de lokalen die als zetel van de organisatie worden gebruikt;
 9. de kosten voor de verzekeringen die door de organisatie worden aangegaan, met uitzondering van deze die betrekking hebben op het gebruik van een wagen;
 10. de afschrijvingskosten voor aangekochte uitrusting of verrijchte inrichting, voor zover geen uitrustings- of inrichtingssubsidie voor deze werd toegekend zoals bepaald in artikel 9 van het decreet;
 11. de statutaire bijdragen aan internationale organisaties waarvan de betrokken organisatie deel uitmaakt, en de kosten voor jaarlijkse deelneming van deze aan statutaire vergaderingen, in verhouding tot het aantal mandaten die daar door de organisatie worden uitgeoefend, met een maximum van drie mandaten.

§ 2. De kosten bedoeld in de rubrieken 7^e, 8^e, 9^e en 10^e worden slechts in aanmerking genomen voor een gecumuleerd bedrag dat niet hoger kan zijn dan 40 % van het geheel van de in aanmerking komende uitgaven van de organisatie.

Art. 16. De plaatselijke afdelingen die van een algemene of een gewestelijke organisatie afhangen, kunnen worden gesubsidieerd door toedoen van de organisatie waarvan zij afhangen voor hun eigen activiteiten, met machtiging van de voorwaarden bepaald in de artikelen 24, 25 en 26, voor zover :

- zij, vóór de periode waarop die activiteiten betrekking hebben, de Inspectie op de hoogte brengen van hun voornemen om een activiteiten dossier in te dienen;

— zij inlichtingen regelmatig aan de Inspectie mededelen in verband met het verloop van hun activiteiten via de organisatie waarvan zij afhangen;

— zij op grond van hun activiteitendossier, ten minste 50 punten hebben gekregen.

Het activiteitendossier van elke plaatselijke afdeling moet worden ingediend door toedoen van de algemene organisatie of de gewestelijke organisatie waarvan zij afhangt.

De waarde in frank van het punt wordt door de Minister jaarlijks vastgelegd, na advies van de Raad.

Art. 17. Voor de plaatselijke afdelingen die geen volledig activiteitendossier zouden indienen, kunnen de uitgaven die beantwoorden aan de rubrieken 2, 3 en 5 van artikel 15, § 1, worden gelijkgesteld met de in aanmerking komende uitgaven van de algemene organisaties of gewestelijke organisaties waarvan zij afhangen.

Die uitgaven kunnen worden gesubsidieerd volgens de percentages bedoeld bij het decreet voor de algemene organisaties en hun afhankelijke gewestelijke afdelingen, enerzijds, en voor de onafhankelijke gewestelijke organisaties, anderzijds.

Die uitgaven worden opgenomen onder specifieke formuleringen in het formulier dat bestemd is voor de voorlegging van de rekeningen van de betrokken algemene organisatie of gewestelijke organisatie.

Art. 18. De volgende uitgaven zijn geen in aanmerking komende uitgaven bij toepassing van artikel 6, § 4, van het decreet :

- de kosten voor recepties, banketten, geschenken, souvenirs, medailles of prijzen;
- de voedings- en huisvestingskosten;
- het tekort van vorige jaren.

Art. 19. Na advies van de Raad, stelt de Minister, in voorkomend geval, maximumbedragen vast tot beloop waarvan de in de artikelen 15 en 16 bedoelde uitgaven in aanmerking kunnen komen.

Art. 20. Om subsidies te kunnen genieten, moeten de afhankelijke en onafhankelijke algemene en gewestelijke organisaties een minimumbedrag van in aanmerking komende uitgaven bereiken dat overeenstemt met activiteiten die worden gevoerd in verband met het doel waarvoor zij erkend zijn. Het minimumbedrag van de in aanmerking komende uitgaven wordt vastgesteld op 100 000 frank voor de algemene organisaties en op 50 000 frank voor de afhankelijke en onafhankelijke gewestelijke organisaties.

Wanneer het vastgesteld minimum niet gedurende twee opeenvolgende jaren bereikt wordt, maakt de Inspectie een specifiek verslag op, waarin voorgesteld wordt ofwel dat een procedure voor de intrekking van de erkenning of voor de reclasering in een andere categorie op gang wordt gezet, ofwel dat de verkregen erkenning wordt behouden, voor zover de organisatie het bewijs levert van een voldoende aantal activiteiten die beantwoorden aan de artikelen 2 en 10 van het decreet.

Art. 21. Behalve in het kader van voorlopige kredieten, wordt de subsidie in twee schijven uitbetaald. De eerste schijf wordt uitbetaald op grond van een besluit dat in de loop van de maand januari die volgt op het in aanmerking genomen dienstjaar wordt opgesteld.

De tweede schijf wordt uitbetaald in de loop van het vierde trimester van hetzelfde jaar.

HOOFDSTUK IV. — Gewone jaarlijkse subsidies aan de onafhankelijke plaatselijke organisaties

Afdeling 1. — Fortuitaire werkingsubsidies

Art. 22. Krachtens artikel 7, § 1, van het decreet, wordt een jaarlijkse fortuitaire subsidie toegekend aan de onafhankelijke plaatselijke organisaties.

Overeenkomstig artikel 57 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coordinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, kan die subsidie worden teruggevorderd tot beloop van de som die het bedrag van de werkelijke uitgaven van de organisatie overschrijdt, na aftrek van de subsidie die aangewend wordt voor de tegemoetkoming in de activiteiten-uitgaven van de betrokken organisatie.

Art. 23. De subsidie wordt in één enkele storting uitbetaald, in de loop van het eerste semester van het jaar dat op de in aanmerking genomen dienstjaar volgt.

Afdeling 2. — Variabele subsidie

die met het volume van de activiteiten van de onafhankelijke plaatselijke organisaties overeenstemt

Art. 24. De variabele subsidie die wordt verleend aan een onafhankelijke plaatselijke organisatie voor permanente opvoeding, wordt vastgesteld op grond van het aantal punten die haar worden toegekend op grond van de activiteiten die gedurende het referentie-jaar werden gevoerd.

Art. 25. § 1. Er worden punten toegekend voor : de activiteiten voor permanente opvoeding die activiteiten omvatten op het gebied van vorming, animatie, communautaire ontwikkeling en creatie (systematische vorming, vorming voor technieken, basisvorming, wijk-, straat-, dorp-, streekanimatie) die kunnen steunen op :

1. studies, enquêtes, opiniepeilingen, publicaties, periodieken, dossiers;
2. de creatie van spektakels, audiovisuele produkties, tentoonstellingen, realisatie, repetities en werkvergaderingen;
3. de culturele verspreiding : conferenties, concerten, films, videofilms, audiovisuele montage, spektakels, tentoonstellingen en wedstrijden;
4. studievergaderingen, colloquia, congressen;
5. culturele reizen;
6. statutaire vergaderingen en vergaderingen van groepen voor programmering van activiteiten.

§ 2. De punten worden toegekend op de voordracht van de Inspecteur van het gebied, rekening houdend met het aantal, de coherentie, de kwaliteit en de kosten van de activiteiten die gedurende het referentie-jaar werden verricht. Die criteria worden geëvalueerd in een rooster dat in bijlage I van dit besluit voorkomt.

Art. 26. § 1. De variabele subsidie wordt verleend aan de onafhankelijke plaatselijke organisatie waaraan ten minste 100 punten zijn toegekend.

De waarde in frank van het punt wordt door de Minister vastgesteld.

§ 2. Voor de berekening van de subsidie, wordt een vermenigvuldigingsfactor 1,5 toegekend aan de waarde van de punten verkregen door de plaatselijke organisaties voor permanente opvoeding en sociaal-culturele bevordering van de arbeiders.

Art. 27. § 1. Op de onafhankelijke plaatselijke organisaties waaraan, omwille van hun activiteit, een aantal punten toegekend zou moeten worden dat hoger is dan 600, kunnen de bepalingen van artikel 15 worden toegepast.

§ 2. De jaarlijkse subsidie die aan die onafhankelijke plaatselijke organisaties voor permanente opvoeding wordt toegekend, bestaat uit :

-- een forfaitair werkingsbedrag;
-- een percentage van de in aanmerking komende uitgaven dat overeenstemt met het percentage dat wordt toegepast voor hetzelfde dienstjaar op de onafhankelijke gewestelijke organisaties.

§ 3. De Minister kan aan de plaatselijke organisatie die aan de voorwaarden van § 1 voldoet een tegemoetkoming verlenen in de personeelsuitgaven voor een animatiepersoon met een volledige dagtaak, onder de in artikel 10 bepaalde voorwaarden.

HOOFDSTUK V. — *Subsidiering van de acties voor sociaal-culturele vorming van de arbeiders*

Art. 28. Er worden subsidies toegekend aan de algemene organisaties, aan de onafhankelijke en onafhankelijke gewestelijke organisaties, en aan de onafhankelijke plaatselijke organisaties voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders bij toepassing van artikel 15 van het decreet voor hun vormingsacties die worden gevoerd voor en met deelnemers uit het volksmilieü zoals bepaald in artikel 10 van het decreet, alsook voor studies betreffende de voorbereiding en de evaluatie van hun vormingsacties, of voor de ontwikkeling van activiteiten die rechtstreeks bestemd zijn voor de deelneming van een volkspubliek aan acties inzake basissvorming.

Art. 29. § 1. De in artikel 28 bedoelde subsidies worden forfaitair berekend en provisioneel toegekend op grond van het aantal voor elke organisatie toegestane animators en op grond van de categorie waartoe zij behoort.

§ 2. Voor de organisaties die geen tegemoetkoming in de bezoldiging van het animatiepersoneel genieten, wordt het bedrag van de subsidie forfaitair door de Minister vastgesteld.

§ 3. De organisatie die zo pas erkend is of die geen subsidies voor haar acties inzake sociaal-culturele bevordering van de arbeiders sedert 1 juli 1991 heeft ontvangen, legt op 1 april, vóór de toekenning van een eerste subsidie, een specifiek dossier neer houdende de programmatische van haar acties, voor de activiteitenperiode die van 1 juli tot 30 juni van het volgend jaar loopt.

Dat dossier, samen met een inspectieverslag, wordt aan de Raad (Commissie voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders van de Franse Gemeenschap) voor advies voorgelegd voordat een beslissing tot toekenning van een eerste subsidie, zoals bedoeld in artikel 15 van het decreet wordt genomen.

Art. 30. § 1. De organisatie die de subsidie ontvangt, verantwoordt deze door

1. de evaluatie van de georganiseerde acties zoals bepaald in artikel 28;
2. een bedrag van uitgaven dat ten minste met het bedrag overeenstemt dat ontvangen werd als tweede schijf van het Fonds voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders van de Franse Gemeenschap.

Die uitgaven kunnen betrekking hebben op de bezoldiging van de gesubsidieerde animators die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de subsidie, tot behoop van het verschil tussen het barema dat in artikel 10 bepaald is en de subsidies voor het animatiepersoneel die toegekend worden voor het referentiejaar, alsook op de kosten die voortvloeien uit de bezoldiging van de leden van de pedagogische ploeg die in welbepaalde vormingsacties optreden, tot behoop van een bedrag van 1.000 frank per jaar, op voorwaarde dat die personen niet reeds gesubsidieerd worden in het kader van de artikelen 6, 13 en 14 van het decreet, en op de kosten die voortvloeien uit het ophalen of het aankopen van de voortbepaalde documenten en studies alsook op de aankoop van bederfelijke materialen die voor didactische doeleinden werden aangekocht en de huur van didactisch materiaal.

3. de geografische zone die door de activiteiten wordt gedekt, in overeenstemming met de erkenningscategorie van de organisatie.

Deze drievoudige verantwoording moet in de ad hoc afdeling van het jaarlijks werkings- en activiteiten dossier worden vernield. De Inspectie brengt een specifiek verslag daarover uit.

§ 2. Wanneer de Inspectie, voor het tweede opeenvolgende jaar, een ongunstig verslag uitbrengt, legt het Bestuur het dossier aan de Raad (Commissie voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders van de Franse Gemeenschap) voor, voordat een beslissing tot toekenning van de nieuwe subsidie wordt genomen.

HOOFDSTUK VI. — *Buitengewone uitrustings- en inrichtingssubsidies*

Art. 31. § 1. De bij toepassing van artikel 9, § 1, van het decreet toegekende buitengewone subsidies kunnen niet meer dan 60% dekken van de uitgave die wordt gedaan door de gerechtigde organisatie.

§ 2. De subsidie wordt toegekend nadat de Inspectie een advies heeft uitgebracht, waarbij wordt onderzocht of de aanvraag noodzakelijk is en of ze interessant is ten opzichte van de actie van de organisatie en rekening houdend met het bedrag van de gewone subsidies die aan de gerechtigde wordt toegekend alsook met het bedrag van de uitrustings- en inrichtingssubsidies die in de loop van de drie vorige jaren werden toegekend.

§ 3. Met uitroddering van de forfaitaire uitrustings- of inrichtingssubsidie bestemd voor hulpverlening voor een eerste inrichting, bedoeld in artikel 9, § 3, van het decreet, moet de aanvraag om subsidie aan de aankoop van materieel voorafgaan.

§ 4. De uitrustings- of inrichtingssubsidie kan alleen een keer per jaar ten gunste van eenzelfde organisatie worden verleend.

§ 5. De uitrustings- of inrichtingssubsidie wordt alleen voor in aanmerking komende uitgaven verleend die hoger zijn dan of gelijk zijn aan 20.000 frank.

Art. 32. § 1. Het bedrag van de forfaitaire inrichtings- of uitrustingssubsidie bestemd voor hulpverlening voor een eerste inrichting, bedoeld in artikel 9, § 3, van het decreet, wordt, bij de erkenning van de organisaties voor permanente opvoeding, vastgesteld op :

- 250 000 frank voor de algemene organisatie;
- 150 000 frank voor de afhankelijke en onafhankelijke gewestelijke organisaties;
- 100 000 frank voor de onafhankelijke plaatselijke organisaties.

§ 2. De subsidie kan alleen uitgaven dekken die gedaan werden voor de aankoop van duurzame goederen, met uitsluiting van verbruikbare goederen.

§ 3. Om voor de subsidie in aanmerking te kunnen komen, moeten die uitgaven gedaan zijn gedurende de periode tussen achttien maanden vóór de erkenning en twaalf maanden na de erkenning.

HOOFDSTUK VII. — *Bijzondere procedure voor de uitbetaling van de subsidies*

Art. 33. § 1. De organisatie voor permanente opvoeding kan op haar aanvraag, na de beslissing van de Minister, die er de Raad op de hoogte van brengt, een vereenvoudigde subsidiëeringsprocedure genieten, gebaseerd op een verlengbaar contract van drie jaar, wanneer zij voldoet aan de volgende voorwaarden :

- sedert meer dan vijf jaar erkend zijn;
- sedert ten minste vijf jaar jaarlijkse werkingsubsidies en subsidies voor animatiepersoneel hebben genoten van de Gemeenschap in het kader van het decreet. De Minister stelt, na advies van de Raad, een minimumbedrag van de subsidie voor elk jaar vast;
- gedurende die periode, geen schommeling of slechts een beperkte schommeling van haar in aanmerking komende uitgaven hebben ondergaan;

§ 2. De criteria die dienen om te bepalen wat een beperkte schommeling van in aanmerking komende uitgaven is, worden door de Minister na advies van de Raad vastgesteld.

§ 3. Voor de algemene organisaties die afhankelijke gewestelijke afdelingen hebben, is de uitdrukkelijke instemming van ten minste twee derde van het aantal gewestelijke afdelingen die afhangen van een algemene organisatie een bijkomende voorafgaande voorwaarde vóór de toepassing van paragraaf 1 voor een algemene organisatie en voor haar afhankelijke gewestelijke afdelingen die hun instemming over die procedure hebben gegeven.

Art. 34. Door de vereenvoudigde subsidiëeringsprocedure op grond van een contract, kan de gerechtigde organisatie, gedurende de betrokken periode, een globale jaarlijkse subsidie bij toepassing van het decreet ontvangen die ofwel gelijk is aan het jaarlijkse gemiddelde van de subsidies die onder dezelfde voorwaarde werden ontvangen gedurende de drie jaren die vooraf zijn gegaan, ofwel aan het bedrag dat overeenstemt met de gedurende het laatste jaar ontvangen subsidies, indien dat bedrag hoger is dan bovengemeld jaarlijks gemiddelde.

De jaarlijkse subsidie wordt berekend op grond van het forfaitair bedrag, van de activiteitensubsidies, de personeelssubsidies - met uitsluiting van de subsidies die in het kader van het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid worden toegekend -, de subsidies van de tweede schijf van het Fonds voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders van de Franse Gemeenschap, en van de subsidies die aan de afhankelijke plaatselijke afdelingen worden toegekend.

Indien de nieuwe maatregelen genomen bij toepassing van het decreet ten aanzien van de organisaties van dezelfde categorie, tijdens de uitvoering van een driejaarlijks contract, een verhoging van de tegemoetkoming in de personeelskosten zou veroorzaken, dan zou een aanhangsel worden opgemaakt, dat hier rekening mee zou houden.

Art. 35. Over elke aanvraag brengt het Bestuur een omstandig verslag uit in verband met de toestand van de betrokken organisatie en, in voorkomend geval, van haar afhankelijke gewestelijke afdelingen.

Art. 36. Het contract moet de volgende vermeldingen omvatten :

1. de uitdrukkelijke aanvraag van de organisatie om de vereenvoudigde procedure te genieten en, gedurende de uitvoering van het contract, haar recht op de volgens de gewone procedures berekende subsidie op te schorten.

De aanvraag ingediend door een algemene organisatie met erkende gewestelijke afdelingen, moet de instemming van de betrokken afdelingen vermelden; de Raad wordt op de hoogte gebracht van elke aanvraag om ontbinding die ofwel door de Minister, ofwel door een organisatie wordt voorgelegd.

2. het referentie-bedrag dat door beide partijen als jaarlijks gemiddelde wordt erkend;

3. de bepaling van het minimumdeel van het bedrag dat, zowel voor de algemene organisatie als voor elk van de afhankelijke gewestelijke afdelingen door de organisatie te bestemmen is voor

a) uitgaven voor het personeel dat met het geld van de Franse Gemeenschap wordt betaald. Het behoud van het gesubsidieerde tewerkstellingsvolume wordt gedurende de uitvoering van het contract gewaarborgd;

b) activiteitenuitgaven;

4. de nadere regels voor de uitbetaling van de jaarlijkse subsidie aan de gewestelijke organisatie of aan de erkende afhankelijke gewestelijke afdelingen.

Art. 37. De aanwending van de ontvangen subsidies wordt overeenkomstig artikel 5 verantwoord.

Art. 38. Het contract bepaalt uitdrukkelijk dat het geenszins een recht op zijn eigen behoud creëert. Het kan te allen tijde door elke partij worden onthouden, zonder dat die ontbinding wordt gemotiveerd en zonder dat zij beschouwd zou kunnen worden als de bestrafing van een fout.

De ontbinding heeft ten vroegste na een vooropzeg van drie maanden uitwerking en slechts voor de uitvoering van de begroting van de Franse Gemeenschap van het kalenderjaar dat volgt op het jaar van de datum van de kennisgeving.

Art. 39. Behalve in het kader van voorlopige kredieten, wordt de subsidie uitbetaald door middel van één enkele schijf, in de loop van het eerste trimester van het jaar dat volgt op het aangaan van het contract. In de loop van het jaar waarin het contract wordt aangegaan, wordt de subsidiëering voortgezet volgens de in de hoofdstukken II tot VI nader bepaalde regels.

HOOFDSTUK VIII. — *Slatbepalingen*

Art. 40. Over de toepassing van hoofdstuk VII brengt het Bestuur jaarlijks een verslag uit, dat, na advies van de Raad, aan de Minister wordt voorgelegd.

Art. 41. Op de toekenning van de subsidies aan de organisaties voor permanente opvoeding zijn de bepalingen van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van toepassing.

Art. 42. Alle in het besluit vermelde bedragen worden op 1 januari 1995 vastgesteld. Zij worden geïndexeerd volgens de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Die aanpassing wordt toegepast wanneer zij ten minste het hogere duizendtal frank bereikt. De bedragen worden op het duizendtal frank afgerond.

Art. 43. Het totaal bedrag van de subsidies die door één of meer overheidsbesturen worden toegekend, kan geenszins het totaal bedrag van de uitgaven van de gerechtigde organisatie overschrijden.

De berekening van de in aanmerking komende uitgaven wordt niet gewijzigd door de inbreng van andere openbare financieringsbronnen, tenzij krachtens lid 1 van dit artikel.

Art. 44. Opgeheven worden :

1. het koninklijk besluit van 16 februari 1977 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de toelagen aan de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders;

2. het koninklijk besluit van 24 juli 1979 betreffende de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de plaatselijke zelfstandige organisaties voor Permanente Vorming;

3. het koninklijk besluit van 31 augustus 1981 betreffende de toekenning van subsidies aan de afhankelijke plaatselijke organisaties;

4. het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 maart 1984 betreffende de toekenning van subsidies voor de tewerkstelling van vaste personeelsleden;

5. het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 april 1984 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van de artikelen 6, 13 en 14 van het decreet van 8 april 1976;

6. het ministerieel besluit van 8 april 1977 houdende toepassing van het decreet van 8 april 1976.

Art. 45. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1995.

Art. 46. De Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort is belast met de uitvoering van dit besluit

Brussel, 18 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap
De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

F. TOMAS

Bijlage

**Rooster voor de evaluatie van de onafhankelijke plaatselijke organisaties (artikelen 24, 25, 26)
en de afhankelijke plaatselijke afdelingen (artikel 16)**

1. Om het vereiste minimum van 50 punten te krijgen, moet de afhankelijke plaatselijke afdeling ten minste zes onderscheiden activiteiten voeren, waarvan ten minste drie kunnen worden beschouwd als externe opvoedende culturele activiteiten in de zin van artikel 2 van het decreet van 8 april 1976. Die activiteiten kunnen worden gevoerd ofwel met de medewerking van de gewestelijke afdeling (of de algemene organisatie) en in het jaarprogramma worden opgenomen, ofwel op afzonderlijke wijze worden gevoerd.

2. Om het vereiste minimum van 100 punten te krijgen, moet de onafhankelijke plaatselijke organisatie ten minste zes onderscheiden activiteiten voeren, waarvan ten minste drie kunnen worden beschouwd als externe opvoedende culturele activiteiten in de zin van artikel 2 van het decreet van 8 april 1976. — waardoor ze 50 punten kan krijgen — en moet een produkt van de evaluatiecijfers verkrijgen die ten minste aan 4 gelijk is en overeenstemt met 100 punten in het evaluatierooster.

3. Rooster

Criteria	Evaluatiecijfers		
	1	2	3
Aantal activiteiten voor permanente opvoeding			
— Uitstraling op de leden en naar buiten			
— Eigen initiatiefvermogen			
— Type activiteiten (cf. art. 25, § 1)			
Coherentie van de activiteiten	1	2	3
— Coherentie ten opzichte van de doelstellingen van de organisatie			
— Overeenstemming met artikel 2 van het decreet			
Kwaliteit van de activiteiten	1	2	3
— Sociaal-culturele, opvoedende en artistieke kwaliteit			
— Kwaliteit van de organisatie, de bevordering en de communicatie			
— Indiening van een project bij de inspectie met evaluatie van het project na verwezenlijking ervan			
Kosten voor de activiteiten	1	2	
— Op grond van de resultatenrekening			

Berekening van het aantal toegekende

Produkt van de evaluatiecijfers	1	2	3	4	6	8	9	12	16	18	24	36
Aantal punten	50	70	90	100	120	150	180	200	250	300	400	500/600

MINISTRE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

[S - C - 29198]

F. 95 - 2273

21 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française dérogeant, pour l'année académique 1994-1995, aux articles 3 et 6, § 1er, de l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions "d'étudiant régulièrement inscrit" et "d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement" dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire et à l'article 5A, 2', de l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment son article 9bis, § 1er;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur;

Vu l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions "d'étudiant régulièrement inscrit" et "d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement" dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire, notamment aux articles 3 et 6, § 1er;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire, dans le but de préserver la régularité des études pour l'année académique 1994-1995 suite aux mouvements qui ont perturbé l'organisation scolaire de certains établissements durant les mois d'octobre et novembre 1994;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

Vu sa délibération du 14 mars 1995.

Arrête :

Article 1er. Par dérogation à l'article 3 de l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions "d'étudiant régulièrement inscrit" et "d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement" dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire, les 30 semaines de cours prévues pour l'ensemble des activités d'enseignement ne doivent pas nécessairement être couvertes pendant l'année académique 1994-1995.

Par année d'études, les 300 heures d'activités dans l'enseignement supérieur de type long et les 750 périodes de 50 minutes ou 630 heures dans l'enseignement supérieur de type court, non compris les sessions d'examens, seront assurées.

Art. 2. Par dérogation à l'article 6, § 1er, du même arrêté, les absences prises en considération pour qu'un étudiant soit considéré comme étant régulièrement inscrit ne seront comptabilisées qu'à dater du 1er décembre de l'année académique 1994-1995.

Art. 3. Par dérogation à l'article 5A, 2', de l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur, les 30 semaines de cours prévues pour l'ensemble des activités d'enseignement ne doivent pas nécessairement être couvertes pendant l'année académique 1994-1995.

Par année d'études, les activités d'enseignement devront comporter 540 périodes, non compris les sessions d'examens.

Art. 4. § 1er. Les dispositions prévues aux articles 1er et 2 s'appliquent aux sections d'enseignement supérieur agricole, économique, paramédical, pédagogique, social, technique et artistique de type court et de type long.

§ 2. Les dispositions prévues à l'article 3 s'appliquent aux sections de l'enseignement supérieur technique du 3e degré.

Art. 5. Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN